

ASSEMBLÉE NATIONALE

1er avril 2026

RELATIF À LA RESTITUTION DE BIENS CULTURELS PROVENANT D'ÉTATS QUI, DU FAIT D'UNE APPROPRIATION ILLICITE, EN ONT ÉTÉ PRIVÉS - (N° 2408)

N° AC9

AMENDEMENT

présenté par

Mme Sebaihi, rapporteure pour avis au nom de la commission des affaires étrangères

ARTICLE PREMIER

Compléter l'alinéa 47 par les mots :

« , ainsi que tout élément permettant d'informer le Parlement du périmètre de la restitution résultant de la décision de sortie du domaine public prononcée en application du même article L. 115-14, dans les cas où il diffère du périmètre des biens culturels retenu par le comité scientifique et la commission nationale des restitutions mentionnés à l'article L. 115-13 dudit code ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent amendement permet d'informer le Parlement des divergences éventuelles d'appréciation entre le périmètre de la restitution retenu par le Gouvernement, d'une part, et les recommandations du comité scientifique et de la commission nationale des restitutions, d'autre part.

Cet amendement s'inspire des dispositions similaires qui figurent dans la loi n° 2023-1251 du 26 décembre 2023 relative à la restitution de restes humains appartenant aux collections publiques.